

# Mission du Réseau Euromed France (REF)

**PALESTINE**  
**13-19 FÉVRIER 2014**



# LE RÉSEAU EUROMED FRANCE (REF)

Le REF est une plateforme qui rassemble, en février 2014, 38 organisations de la société civile française engagées en Méditerranée. Il a été créé en 2005 de manière informelle et déclaré association loi 1901 en 2009.

Il a pour objectif de soutenir le renforcement de la société civile en France, ainsi que le développement des échanges et la coopération entre les acteurs des sociétés civiles de la région euro-méditerranéenne, fondés sur les valeurs de la démocratie, de la paix, de l'Etat de droit et des droits humains universels.

## LES 38 MEMBRES DU REF EN FEVRIER 2014

Action pour le Développement Intégré et la Formation (ADIF) – Association pour le Développement des Initiatives Citoyennes et Européennes (ADICE) – Agence Act' Médias Presse – Agence de Promotion des Cultures et du Voyage (APCV) – Agence de Promotion et d'ingénierie interculturelles (AP2i) – animateurs socio-urbains sans frontière (ASF) – Association des Femmes de l'Europe Méridionale (AFEM) – Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) – Association des Tunisiens en France (ATF) – Association Migrations, Solidarités et Échanges pour le Développement (AMSED) – Associations de Soutien Social et de Développement des Actions Culturelles en Méditerranée (ASSDAC.MED) – Ateliers Sans Frontière – Centre d'actions et de réalisations internationales (CARI) – Centre d'Education et de Formation Interculturel Rencontre (CEFIR) – Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP) – Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT) – Compagnie Lalage – Confédération Générale du Travail (CGT) – COSIM Nord-Pas-de-Calais – Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) – Fédération régionale des Acteurs Intervenants auprès des Chibanis (FRACHI) – Fondation René Seydoux – Forum Femmes Méditerranée (FFM) – France Terre d'Asile – Groupement des retraités éducateurs sans frontières (GREF) – Initiatives et Changement – Instants Vidéos Numériques et Poétiques – Institut de Coopération Sociale Internationale (ICOSI) – Institut de la Méditerranée de Corse (IMC) – Institut Panos Europe (IPE) – iReMMO – l'Officina – Ligue des Droits de l'Homme (LDH) – NOUAS – Programme Solidarité Eau (pS-Eau) – Solidarité laïque – U Marinu – Un Cœur pour la Paix.

## LES MEMBRES AYANT PARTICIPÉ À CETTE MISSION



# Mission du Réseau Euromed France (REF)

Palestine  
13-19 février 2014



# AVANT-PROPOS

Une délégation composée de sept représentants d'associations membres et de la chargée de mission du REF a effectué une mission en Palestine afin de rencontrer des associations et personnalités politiques locales et faire le point sur la situation politique et sociale que vivent actuellement les Palestiniens.

Du 13 au 19 février, Nacer El Idrissi (ATMF), Tarek Ben Hiba (FTCR), Marc Mercier et Naïk M'Sili (Instant Vidéo Numériques et Poétiques), Stéphane Assezat (AP2i), Ahmed Jemai (Agence Act'Médias Presse), Giovanna Tanzarella (Fondation René Seydoux) et Marion Isvi (chargée de mission du REF) se sont rendus ainsi à Ramallah, Bil'in, Jérusalem, Bethléem, Hébron, Naplouse et dans la Vallée du Jourdain.

Ce document est une tentative de restitution de ce qu'ils y ont vu et entendu.

\*Le REF assume l'entière responsabilité des propos rapportés et retranscrits dans ce dossier.

\*\*Toutes les photographies présentes dans ce document ne sont pas libres de droit et restent la propriété exclusive de leur auteur, Stéphane Assezat.

## Résister, c'est rester vivre en Palestine

Pendant le vol Air France qui mène notre délégation depuis Paris à Tel Aviv, l'équipage annonce que dans 30 minutes, l'avion entrera dans l'espace aérien d'Israël et demande aux passagers de ne plus circuler dans l'appareil et de rester assis. Un steward nous explique : « ce sont les Israéliens qui exigent que nous fassions cet appel. Nous sommes même censés donner les noms des personnes qui n'appliquent pas ces consignes. »

Aéroport, quelques interrogatoires prolongés pour trois ou quatre d'entre nous, un pied de caméra cassé, des questions sur le nom et le lieu de naissance de nos parents, sur l'objet de notre voyage, des demandes d'explication concernant nos voyages précédents après étude des visas sur nos passeports.

Le soir, Ramallah.

Au sortir d'un restaurant, nous assistons à une dispute entre un jeune niché dans une voiture de luxe et un petit groupe de jeunes gens. Ces jeunes nous expliquent leur colère contre l'automobiliste, membre selon eux d'une famille riche, corrompue et proche de

l'Autorité palestinienne. Nous discutons longuement avec eux de la situation actuelle de la Palestine. Ils ne sont pas très optimistes : « Ils sont forts. Nous sommes faibles ». « Résister, c'est déjà rester vivre en Palestine ».

Nous finissons par leur poser deux questions que nous reposerons régulièrement aux interlocuteurs que nous rencontrerons pendant cette mission :

*Que pensez-vous que nous (Européens) puissions faire pour vous aider dans votre lutte pour la libération de la Palestine ?*

Tous ont répondu : « faire connaître la situation que nous vivons en Palestine » et « soutenir cette initiative non-violente de la société civile palestinienne : le BDS (Boycott. Désinvestissement. Sanctions) ».

*Que souhaitez-vous ? Deux Etats ou un seul ?*

Ils répondent qu'étant donné l'état d'avancement de la colonisation, la solution des deux Etats ne leur paraît plus sérieusement envisageable.



## Que cessent les expropriations des terres palestiniennes



Notre délégation se rend au village de Bil'in situé à une douzaine de kilomètres à l'ouest de Ramallah, à proximité du mur de séparation israélien et de la colonie israélienne de Modin Illit. Depuis la conférence de solidarité qui s'est tenue les 20 et 21 février 2006, pour que cessent les expropriations des terres, les Palestiniens de Bil'in ont initié une résistance populaire pacifiste en organisant notamment une manifestation hebdomadaire face au mur. Nous nous sommes joints à cette marche au milieu des champs d'oliviers et certains d'entre nous ont eu le désagrément de tester l'effet sur les yeux et la gorge des bombes lacrymogènes lancées par les soldats israéliens, sous les applaudissements de colons regroupés sur une colline derrière le mur.

Pendant le trajet en voiture, qui nous emmène de Bil'in à Naplouse, nous échangeons avec Fayz, ancien paysan pris en stop. Fayz vient d'un village où a commencé la construction du mur. Face à cette situation, il a décidé de mettre de côté son engagement syndical pour monter des Comités de résistance populaire dans tous les villages où le mur est passé. Il envisage la résistance populaire pacifique

comme le moyen d'action le plus efficace contre l'occupation israélienne. Ces manifestations, souvent organisées en partenariat avec le Popular Struggle Coordination Committee (PSCC) sont l'occasion, notamment à travers la présence d'étrangers, d'attirer des médias et de donner plus de visibilité à leurs revendications. Son mouvement a aussi pris l'initiative, en 2011, d'une collecte internationale pour planter 1 million d'oliviers en remplacement du million arraché par les colons. A son sens, c'est l'injustice et la misère qui créent le radicalisme religieux. Oslo a usé tout le monde et la 2e intifada a affaibli, appauvri les Palestiniens et contribué au renforcement de l'extrémisme de certaines franges de la population.

Obay Odeh, membre du Health Work Committee qui conduit notre véhicule, pense que les manifestations pacifistes ont le mérite de faire parler de la situation, à l'étranger, mais qu'elles ne changent rien de concret sur le terrain. Ethiquement, cela le met même mal à l'aise car c'est devenu une forme d'attraction touristique, presque une mise en scène.

## Métamorphoser la colère en énergie créative

Nous nous rendons à Naplouse, dans le Nord de la Cisjordanie, et sommes reçus par l'association Human Supporters. Nous faisons, avec deux de ses membres, un tour de la vieille ville qui porte encore les traces des massacres perpétrés par l'armée d'occupation israélienne (plus de 500 morts et des milliers de blessés rien qu'entre 2000 et 2005). On nous explique que la plupart des fabriques de savon à l'huile d'olive, qui était la spécialité de Naplouse, ont fermé à cause de l'étouffement économique dû à l'encerclement de la ville du fait de la colonisation (il n'en reste que 5 sur 36). Avant, Naplouse était la capitale économique de la Palestine. Aujourd'hui tout est centralisé à Ramallah. Maintenant, il est même interdit d'afficher des posters des martyrs (« Never forgive, never forget »).

En avril 2002, lors de l'opération « Rempart » par l'armée israélienne, Naplouse a été envahie et encerclée. 14 points de contrôle ont été installés autour de la ville. Un déplacement entre les villages alentours et Naplouse est passé de 20 minutes à 6h, et de 3 à 60 shekels

L'encerclement a duré 6 ans. Pendant cette période, le personnel médical n'avait pas le droit de circuler et la population a dû faire face à une pénurie de produits médicaux et alimentaires. Pendant ces années-là, la presse a eu du mal à travailler.

Le quartier de Jasmine était le plus ciblé. Aujourd'hui, 50% de la population de ce quartier a moins de 15 ans.

Nos interlocuteurs évoquent l'enjeu de la restitution des corps par l'armée israélienne, parfois il faut 10 ou 15 ans avant qu'ils soient rendus aux familles palestiniennes (« la prison des morts » disent-ils). On nous donne l'exemple d'un jeune de 17 ans d'un village près de Naplouse qui a attaqué une colonie proche, a tué trois colons et a été tué par les colons en retour. Son corps a été rendu à sa famille 14 ans plus tard. Selon eux, les colons, qui sont souvent armés, sont plus dangereux encore pour les Palestiniens que l'armée israélienne elle-même.

>>>



L'association Human Supporters nous reçoit ensuite dans ses locaux. Créée en 2002, elle permet aux enfants d'exprimer leurs traumatismes par des pratiques artistiques notamment. Elle travaille aussi à renouer les liens de confiance entre les enfants et les adultes, qui n'ont pas été en capacité de les protéger et ne sont pas en mesure de leur assurer un avenir décent. Ils apprennent aussi à inventer collectivement des actes de résistance pacifique, comme rédiger et apporter des messages de paix aux soldats des checkpoints, ou y organiser des pique-niques familiaux auxquels sont conviés les soldats, même si ceux-ci les chassent très rapidement. Ces activités ne visent pas à échapper à la réalité, mais à métamorphoser la colère en une énergie créatrice. L'association a commencé par organiser des fêtes, activités, camps d'été pour les enfants à la fin de l'encerclement, puis a approfondi son travail afin d'aider les enfants à s'exprimer, à être des citoyens actifs, tout en vivant sous l'occupation. Elle monte des ateliers de langue, de sensibilisation sur les droits de l'homme, le vivre ensemble, ...

Nous leur demandons ce que les associations étrangères peuvent faire pour les soutenir. Ils nous répondent avoir besoin d'expertise, de personnes ressources, d'échanges pour avoir un autre éclairage culturel sur les questions éducatives, et souhaitent que les gens viennent en Palestine pour relayer dans le monde leur vision de l'occupation.

Ils ont également besoin de soutien financier, et de partenariats pérennes leur permettant de se projeter dans l'avenir. Ils bénéficient actuellement du soutien des CEMEA, de la Ville de Saint-Nazaire, de la Cooperazione Internazionale Sud-Sud,... Ils font également partie du réseau de protection des enfants : Save the Children.



### Le Jourdain n'est plus qu'une petite rivière.

Le Docteur Bsharat (responsable de programmes au sein de l'Union of Agricultural Work Committees - UAWC), accompagne notre délégation dans la Vallée du Jourdain, pour un tour jalonné de visites et de rencontres avec des paysans et éleveurs.



sont des bases militaires. Israël dit que la Vallée est une zone essentielle pour sa sécurité. Mais en fait c'est une zone économique importante : 3 000 000 de palmiers, des dattes, du raisin, des fleurs (surtout des roses), ... Certaines palmeraies sont des zones « écologiques » protégées donc interdites aux Palestiniens. Les travailleurs de ces colonies sont palestiniens, thaïlandais, chinois, ... 95% de la production israélienne de la Vallée est destinée à l'exportation.

Sous les serres le long de la route, le Docteur Bsharat nous montre la colonie Carmel qui produit des plantes médicinales destinées à l'exportation (vers l'Europe et les Etats-Unis). Cette colonie détourne l'eau pour sa production.

Le Jourdain n'est plus qu'une petite rivière (l'eau est détournée en amont par la Jordanie et Israël), asséchant petit à petit la Mer Morte. Seulement 22% de l'eau est accessible aux Palestiniens qui, depuis les accords d'Oslo, n'ont plus le droit de forer des puits. Quant aux puits déjà existants, la plupart leur sont interdits. Nous apprenons aussi que les paysans n'ont pas le droit d'être sur leurs terres avant 6h ni après 18h.

La Vallée du Jourdain représente 26% du territoire palestinien. Si Jéricho (25 000 habitants) reste une ville sous autorité palestinienne, les Israéliens contrôlent 95% des terres de la Vallée.

18 des 21 colonies israéliennes qui s'y trouvent ont une activité entièrement agricole. Seule une colonie est uniquement d'habitation (juifs français). Deux colonies

Les terres auxquelles les paysans et éleveurs palestiniens n'ont plus accès sont celles que les colons se sont accaparées, mais aussi les terrains militaires (eux-mêmes cernés par des zones de sécurité), les zones jugées « dangereuses » à cause des mines datant de la guerre contre la Jordanie, ou encore les zones « protégées » pour la préservation de la flore.

## EIN AL BAIDA : UN PROJET DE L'UAWC

Ce projet d'irrigation des terres palestiniennes a permis de construire un réservoir pour stocker l'eau des puits afin que l'irrigation puisse être autogérée par les Palestiniens. Le problème principal est que les Israéliens ont la main mise sur l'eau et peuvent détruire très rapidement tout le travail agricole. L'absence d'eau, et donc l'impossibilité pour les Palestiniens d'assurer la réussite de leur production, les empêche de vivre et de travailler sur leur terre. Les Israéliens poussent ainsi nombre de Palestiniens à renoncer à leurs terres. Le rôle de l'UAWC est de les aider à être autonomes pour qu'ils puissent vivre sur place.



## CONSEIL PAYSAN DE BARDALA



Nous sommes reçus par le Conseil paysan de Bardala et plusieurs associations d'agriculteurs. Les Conseils paysans servent avant tout à assurer les services de première nécessité (payer les compagnies d'eau, ...). Dans ce Conseil il y a 90% d'agriculteurs et 10% d'éleveurs.

A Bardala il y a eu beaucoup de problèmes dus à la gestion de l'eau. Mais récemment, grâce à l'aide internationale, le village a pu construire quelques citernes pour parer aux pénuries. Les colonies autour du village ont commencé à prendre de plus en plus d'eau,

qui n'a jamais été restituée. L'accaparement de l'eau et les contingences climatiques ont rendu l'exploitation des terres très compliquée. La production agricole palestinienne a donc baissé comme celle des cornichons, des melons, et de manière générale de la culture hors serre qui demande beaucoup d'eau. Les colons qui, eux, ont vu leur consommation d'eau augmenter, continuent de cultiver des bananes et des agrumes.

Par ailleurs, au-delà de cet enjeu que constitue la gestion de la ressource en eau,

l'exportation est rendue très compliquée pour les producteurs palestiniens (difficultés pour circuler, normes imposées sur les marchandises, ...). La voie de circulation la plus proche est à 1km mais on oblige les producteurs palestiniens à faire un détour de 90km. Parfois, les 6 checkpoints sont ouverts et d'autres fois ils sont fermés de manière arbitraire et les Palestiniens ne peuvent plus écouler leur production. Pendant la 2e intifada, tout était fermé. Maintenant encore, au moindre incident où selon le bon vouloir du soldat en place, les checkpoints peuvent être fermés. De plus, on impose des normes importantes sur les produits agricoles pour en compliquer la vente.

En 1990, il y avait 45 000 têtes de bétail en Cisjordanie. Il n'y en a plus que 5000 en 2014. Il est interdit de faire paître les bêtes sur des terres israéliennes.

Les Israéliens disent qu'avant c'était une « terre sans peuple pour un peuple sans terre ». Pourtant, il y a des gens qui travaillent et vivent ici depuis toujours. Certains disposent même de titres de propriété. Benyamin Netanyahu donne des aides aux colons pour qu'ils s'installent dans les colonies. Tout cela est le fruit d'une politique concertée globale de l'Etat israélien pour faire partir les Palestiniens.



## JIFTLIK



Nous sommes reçus par un agriculteur qui nous résume les principaux problèmes de la colonisation agricole qu'il qualifie de silencieuse (puisque sans combats violents), mais qui est en train d'étrangler les paysans palestiniens :

- fermeture des puits, problème d'accès à l'eau,
- pas droit ou pas la possibilité d'exporter,
- problème d'accès aux engrais (de nombreux engrais sont interdits car peuvent être transformés en explosifs),
- construction du mur qui isole complètement les paysans.

## FASAYIL

Nous roulons en direction du village palestinien de Fasayil, laissant sur notre passage des colonies entourées d'une végétation abondante qui contraste avec l'aridité des villages palestiniens, pourtant juste à côté. Soudain nous voyons un panneau en hébreu et en anglais indiquant que cette route mène à un village palestinien et qu'il peut être dangereux pour un Israélien de l'emprunter.

Depuis les accords d'Oslo, l'accès à l'eau a été rendu encore plus difficile à cause des nouveaux calibrages pour les forages

imposés aux Palestiniens par Israël. Les Israéliens ont droit de forer plus profond donc d'avoir une meilleure eau (au-dessus des sources c'est de l'eau salée).

Les Israéliens ont l'eau, l'électricité, internet, des bus scolaires. Les Palestiniens, qui sont de l'autre côté de la route, n'ont rien de tout ça. A Fasayil il y a une source naturelle mais les habitants ne peuvent pas l'utiliser, le puit a été fermé.

La Vallée se vide, les gens migrent vers les villes pour trouver du travail.



## Ramallah : des rencontres politiques

Il pleut. Cela peut paraître anecdotique, mais nous pensons aux agriculteurs sur le chemin du retour vers Ramallah où nous avons rendez-vous avec deux députés de la gauche palestinienne.

### *RENCONTRE AVEC MUSTAFA BARGHOUTI, du parti Initiative Nationale Palestinienne*

Mustafa Barghouti nous donne son point de vue sur l'évolution déplorable de la situation. Il nous parle de ses inquiétudes sur les négociations entre Israël et l'Autorité palestinienne si elles conduisent à s'éloigner des résolutions de l'ONU et si elles remettent en cause le droit au retour, Jérusalem Est comme capitale de la Palestine et l'idée même d'un Etat palestinien indépendant<sup>1</sup>.

Il qualifie les accords d'Oslo de "scélérats" car ils n'ont pas amené les Israéliens à reconnaître l'Etat de Palestine, alors que les palestiniens ont bien reconnu l'Etat d'Israël. Depuis, on assiste à un processus graduel d'occupation des terres. Il dit que la situation actuelle est comparable à l'apartheid : « L'apartheid, ce sont deux peuples vivant sur une même terre mais avec des droits différents ».

Il défend l'idée qu'il ne peut y avoir de libération sans lutte : la résistance populaire est partout, mais il est difficile de savoir quand tous ces petits mouvements deviendront grands. Il est hostile à la résistance armée, qui selon lui joue le jeu d'Israël. Mais la direction palestinienne doit être unie, garantir que ce mouvement pacifique se développera et ne conduira pas à la prise de pouvoir en Palestine d'une autorité militaire. L'avenir, c'est la résistance populaire. Quant au BDS, le *Fatah* dit qu'il faut boycotter tous les produits issus des colonies. Lui pense qu'il faut boycotter tous les produits israéliens, tant qu'il n'y a pas de possibilité de faire la différence entre les produits des colonies et les autres.

Pour modifier le rapport de force à ce jour défavorable aux Palestiniens, Mustapha Barghouti préconise trois directions : la résistance populaire, le BDS et l'unification des forces palestiniennes.

<sup>1</sup> En février 2014, ce qui était en discussion était le Plan Kerry, du nom du Secrétaire d'Etat américain.

## RENCONTRE AVEC KHALIDA JARRAR, du Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP)

Nous rencontrons Khalida Jarrar, députée et présidente de la commission des prisonniers au Parlement de Ramallah.

Comme Mustafa Barghouti, elle pense que les Palestiniens doivent se battre contre tout plan de paix qui nuit aux fondamentaux de la révolution palestinienne. Pour elle, l'alternative est de transférer le dossier à l'ONU, le sortir de l'égide américaine pour qu'il soit géré par la communauté internationale.

Aujourd'hui, environ 5000 Palestiniens sont en prison, dont 14 parlementaires, 280 enfants et 16 femmes. Les détentions administratives sont soumises à l'arbitraire le plus total. Par ce système hérité du mandat britannique, Israël peut arrêter qui bon lui semble sans accusation, sans jugement pendant 6 mois et reconduire l'emprisonnement sans limitation. De nombreux cas de tortures ont été répertoriés. 2000 familles sont empêchées de voir leur prisonnier. La question des prisonniers est un enjeu crucial en Palestine. Depuis 1967, près de 750 000 Palestiniennes et Palestiniens ont connu la prison.

En 2006, il y a eu le « document des prisonniers », document fondamental qui s'est cependant retrouvé noyé au milieu des conflits entre le Hamas et le Fatah. Leurs intérêts partisans sont plus forts que les intérêts des populations. Les autres partis de gauche essaient d'être unis mais sans succès. Ils ne parviennent toujours pas à l'unité, même s'ils s'associent sur certains projets. Ils veulent des élections au sein de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Ils veulent en fait une coalition qui intègre tout le monde, même les forces islamistes, pour passer à une nouvelle étape par rapport à la politique palestinienne antérieure. Mais le Fatah qui

contrôle déjà l'OLP ne veut pas partager le pouvoir avec le Hamas.

Khalida Jarrar n'est pas vraiment convaincue par le terme « résistance non violente ». Elle préfère la « résistance populaire », qui ne doit exclure aucune forme de lutte contre l'oppression coloniale.



Mais cette résistance n'a pas de direction politique. Les grands partis ne soutiennent pas vraiment ces formes de lutte. L'intifada a été un mouvement global, qui a été très mal récupéré politiquement avec les accords d'Oslo. La gauche n'arrive pas à se faire entendre et à convaincre la population de la différence entre ses propositions et celles des grands partis.

Si l'on veut agir, de l'étranger, il faut continuer à soutenir le BDS, les agriculteurs, la mise en place de coopératives. Elle suggère également de soutenir la "campagne internationale pour la libération des prisonniers politiques" d'Addameer ([www.addameer.org](http://www.addameer.org)). Ce sont déjà des pistes importantes en attendant que se dessine une perspective.

## RENCONTRE AVEC ZAID SHUAIBI, coordinateur du BDS



Zaid Shuaibi est un des coordinateurs de cette campagne. Nous le rencontrons dans les locaux du Palestinian NGO Network (PNGO). La campagne BDS a commencé par un appel au boycott, lancé en 2005, signé par 170 organisations palestiniennes (les forces nationales et islamistes en font partie). C'est la plus large campagne de boycott contre Israël qui existe actuellement.

Le BDS appelle à 3 droits :

- la fin de l'occupation des terres de 1967,
- la fin de l'apartheid dans les terres de 1948,

- le droit au retour des Palestiniens.

Pour ce faire, le BDS demande d'éviter de soutenir les secteurs qui interviennent dans les colonies.

Le BDS mène des campagnes sectorielles : contre Véolia par exemple, qui construit le métro à Jérusalem. Le BDS a fait campagne contre et a fait annuler un gros marché de Véolia en Arabie Saoudite (malgré les démarches de Nicolas Sarkozy pour vendre Véolia). Ils ont mené la même campagne contre Sodastream (Scarlet Johansson fait la promotion de Sodastream tout en étant une représentante d'Oxfam...). Les actions de Sodastream ont baissé de 3,6%. Il y a aussi eu par exemple une campagne contre AERVHA qui vend des produits de la mer morte. Depuis AERVHA n'est plus commercialisé en France.

Le BDS demande également un boycott académique et culturel d'Israël.

Aujourd'hui, toutes les forces politiques palestiniennes soutiennent le BDS, qui a même des alliés israéliens comme Women coalition for Peace, Zaharat, ...







## Hébron : ville d'apartheid, ville fantôme

Nous sommes accueillis par l'Association pour les échanges culturels France/Hébron, née en 1997. L'association donne des cours de français, aide les étudiants à obtenir des bourses d'études et à trouver un hébergement. Elle organise aussi des visites de "tourisme alternatif".

Nous partons donc arpenter la ville. Hébron est une ville de 200 000 habitants divisée en deux zones : H1 sous autorité palestinienne, H2 sous contrôle israélien. La situation en ce moment est relativement calme à Hébron, mais selon notre guide, Zakia Ayache, le calme ne sera réel que lorsque cette situation sera résolue.

Hébron est la plus grosse et la plus riche des villes de Cisjordanie. Elle compte trois importantes universités. Mais elle est aussi la destination de nombreux pèlerinages en raison du tombeau des Patriarches, lieu saint pour les trois religions.

Nous partons visiter la vieille ville où règne une situation extrême d'apartheid avec une implantation d'une colonie, des rues interdites aux Palestiniens. En 1994, un colon est entré dans la mosquée d'Abraham et a tué une vingtaine de personnes. Cela a entraîné la signature du «Protocole d'Hébron» entre les autorités palestiniennes et israéliennes : la ville a été coupée en deux. Il faut passer un checkpoint pour entrer dans la vieille ville. Ce sont des soldats israéliens qui contrôlent

l'entrée de la mosquée. La police palestinienne n'a pas le droit de stationner dans la vieille ville d'Hébron (pourtant c'est une zone sous autorité palestinienne). Avant, il y avait des barrages séparant H1 et H2. Aujourd'hui cette séparation est invisible mais existe quand même.

La vieille ville a été désertée par les Palestiniens qui ont peur et se sentent harcelés. Seuls les pauvres, les militants palestiniens ou les commerçants orientés vers le tourisme sont restés. Certains pâtés de maison ont été fermés. Certaines personnes n'ayant plus de portes d'entrée, car celles-ci se retrouvent en zone israélienne et sont alors scellées, rentrent chez eux par les fenêtres.

500 colons ultra-orthodoxes vivent dans le centre-ville, protégé par 1500 soldats israéliens. Ces colons sont payés par les associations sionistes pour occuper le terrain. Certaines rues sont couvertes de grillages pour que les Palestiniens qui passent ne reçoivent pas sur la tête des débris, bouteilles vides, et autres ordures.

Tout est fait pour que les Palestiniens partent. Déjà 80% des maisons et des magasins sont fermés. L'Autorité palestinienne essaie quant à elle de réhabiliter la ville et d'y organiser des activités culturelles pour que les gens reviennent.

## La belle résistance

### AL ROWWAD - AIDA CAMP

Al Rowwad est un centre culturel, éducatif et théâtral qui lutte contre l'occupation et contre la violence, basé dans le camp de réfugiés d'Aida, collé au mur de séparation tout près de Bethléem. Abdel Fattah Abusrour (ci-dessous), son directeur, y reçoit de nombreux étrangers dans le but de montrer une autre image de la Palestine. Il définit le projet du centre comme « la belle résistance contre la laideur et la violence de l'occupation ».



Depuis 2005, le camp d'Aida (la revenante) est encerclé par un mur : 6000 personnes y vivent qui sont issues de 40 villages, dont 33 ont été détruits en 1948. Il n'y a pas de terrain, pas d'espace et 70% de chômage dans le camp. Il y a 3 camps de réfugiés à

Bethléem, et 59 camps de réfugiés en Palestine.

Le centre culturel Al Rowwad a été créé en 1998 par des gens du camp. Pour Abdel Fattah, Al Rowwad n'est pas un projet, mais « une mission de vie ». Les adultes sont auprès des enfants « responsables d'un modèle d'existence, de l'héritage qu'ils leur livreront ». « La Palestine n'est pas une cause humanitaire. On est pauvre à cause de l'occupation. Nous voulons des partenariats, pas de charité ».

Le Conseil Représentatif des Institutions Juives de France (CRIF) fait pression pour interdire les spectacles d'*Al Rowwad* en France (jugés antisémites).

Abdel Fattah est favorable à la création d'un seul Etat laïc où les juifs, les musulmans et les chrétiens vivraient avec une égalité de droit. Pour lui il s'agit d'abord d'un problème de justice et de droit. Tout le monde doit pouvoir vivre dans son village s'il le veut.

Selon lui, hélas, le jeu diplomatique ne se fait plus en Palestine. Les Palestiniens ne sont plus maîtres de leurs choix politiques. Il y a un grand décalage entre les élites palestiniennes et le peuple. Les gens ont perdu la foi dans leur leadership politique et associatif (beaucoup vont là où les bailleurs sont). Il pense que la Palestine est plus grande que « tous ces nains ». Il refuse donc de travailler avec certaines >>>

associations palestiniennes, et de manière générale avec les Israéliens, même s'il sait que certains Israéliens font plus pour la Palestine que les Palestiniens eux-mêmes. Mais tant que l'occupation continue, il ne peut pas y avoir de normalisation des relations avec les Israéliens.

Il considère que le rôle des associations internationales devrait être :

- communiquer, donner une autre image de la Palestine,
- soutenir le BDS (très important selon lui),
- développer des partenariats avec les organisations locales pour les soutenir.

Pour terminer notre visite, nous allons ensuite voir une nouvelle portion du mur de séparation qui a pour caractéristique d'avoir des portes dont certaines sont grandes ouvertes. C'est à se demander si ce genre d'édifices muraux sert vraiment à garantir une quelconque sécurité comme le prétendent les Israéliens. Notre hôte palestinien nous annonce qu'il n'a pas le droit d'être là où nous sommes car c'est un espace sous contrôle israélien. Nous passons donc la porte où logiquement nous devrions déboucher sur un territoire sous contrôle palestinien. Et bien...non ! Question : que sépare ce mur ?



## La société civile réclame l'unité des Palestiniens face au colonialisme

### PALESTINIAN NGO NETWORK (PNGO)

PNGO est un collectif pluri-thématique rassemblant 127 organisations (santé, éducation, agriculture, jeunes, femmes, droits de l'homme, ...). Notre délégation est reçue par des membres de son Bureau de direction : Sahal (Addameer), Amin Zeidan (Association féministe de développement rural), Mharam Al Barghouti (Directeur de l'Union des jeunes palestiniens), Essam Bakr (coordinateur de projet du PNGO), Dua'a Qurie (Directrice exécutive du PNGO), Suha Barghouti (représentante du PNGO au sein de la Plateforme non-gouvernementale Euromed).

Pour PNGO et pour le REF, l'enjeu de cette réunion est de mieux se connaître, de rédiger un communiqué conjoint pouvant être largement diffusé et de définir des pistes de travail en commun pour l'avenir. Notre délégation explique que l'objectif de

notre mission en Palestine est également de comprendre la situation en Palestine.

En Palestine aujourd'hui, selon nos interlocuteurs, le colonialisme ne concerne pas seulement la question de l'eau mais également celle de la terre (expropriation, ...). Cela fait partie du projet sioniste global qui consiste à faire partir les gens. Il y a 5000 prisonniers palestiniens en prison. Au quotidien, les Palestiniens subissent une réelle paupérisation et l'augmentation du chômage, qui ont des conséquences sur la culture elle-même.

Ce que les Palestiniens attendent des étrangers c'est un soutien politique. Les Etats-Unis font pression sur les ONG palestiniennes sous prétexte de lutte contre le terrorisme. Il faut donc aider ces ONG à trouver des alternatives à ces financements conditionnés.



Les trois positions majeures qui sont au cœur de l'action de PNGO aujourd'hui sont:

1. renforcer la capacité de résistance des gens pour qu'ils puissent rester sur leurs terres, en renforçant les libertés publiques et, dans ce cadre, signer et ratifier les instruments internationaux sur les droits de l'homme.
2. arrêter la division entre la Cisjordanie et Gaza. L'unité entre les Palestiniens doit être renforcée. Avant les accords d'Oslo, la société civile se battait sur tous les fronts de la vie des Palestiniens. Il y avait des divisions politiques, mais une unité dans la lutte contre le colonialisme. Avec la création de l'Autorité palestinienne, cela a changé.
3. Identifier des financements correspondant aux besoins et qui ne soient pas conditionnels : il y a une concurrence

croissante entre les associations palestiniennes pour les financements ; il faut qu'il y ait un agenda global palestinien qui impose ses priorités et que ce ne soient pas les bailleurs qui imposent les leurs et divisent la société civile.

La communauté internationale doit également aider les Palestiniens à briser le blocus contre Gaza et à supprimer l'immunité dont Israël bénéficie depuis 1948. Par ailleurs, la question des prisonniers est oubliée !

Au sein de PNGO, la solution des deux Etats divise et le réseau a donc fait le choix de ne pas prendre de position officielle sur ce point. Les deux questions qui font entièrement consensus sont celles du droit au retour et à l'auto-détermination.



## SERRAYET CENTER - RAMALLAH

Khaled Elayyan, le directeur de ce centre culturel pour les jeunes de Ramallah, nous reçoit. Ce centre a été créé en 1930 : académie de basket, équipe de football, organisation de camps d'été et de l'un des plus gros festivals de danse du pays (tous les ans en avril).

C'est un centre communautaire qui rassemble 400 adhérents, mais le principal public cible ce sont les jeunes et les enfants. Serrayet est membre du PNGO.

Selon le directeur, les Palestiniens sont aujourd'hui très divisés, il se dit assez pessimiste et ne parvient pas à se représenter la paix à venir.



## QATTAN FOUNDATION

En parallèle, Naïk M'Sili et Marc Mercier se réunissent avec la Qattan Foundation, partenaire principal des Instants Vidéo pour l'organisation du festival (biennale) d'art vidéo et de performance /si:n/ dont la 4e édition a eu lieu en juillet 2015.

Pendant ce rendez-vous est notamment émise l'idée de formaliser un lien (peut-être autour d'un thème ou d'un titre commun) entre le festival d'art vidéo en Palestine, celui d'Alexandrie et celui de Marseille.



## Résister, c'est faire respecter les droits des agriculteurs

### UNION OF AGRICULTURAL WORK COMMITTEES (UAWC)



Nous sommes reçus par le Directeur de l'UAWC, Khaled Hidmi, et sa responsable du plaidoyer, Ruba Awadallah,

L'UAWC a été créé en 1986 pour s'occuper des problèmes sociaux et juridiques des agriculteurs palestiniens et pour les aider à assurer leur souveraineté sur leur territoire. L'UAWC est membre du Conseil de coordination de PNGO et de la campagne « Via campesina ». La communauté internationale et les réseaux des sociétés civiles sont essentiels pour soutenir le peuple palestinien et lutter contre les politiques israéliennes qui veulent chasser les gens de leurs territoires.

Le secteur de l'agriculture est hautement politique car il concerne le territoire, la liberté, la propriété. Les projets de ce syndicat ont plusieurs objectifs, et notamment :

- permettre aux familles de vivre des revenus de leur travail ,
- mener une occupation politique du territoire : ne pas quitter les terres, investir même celles près du mur ou éloignées,
- soutenir la production et développer les débouchés et la commercialisation.

En Palestine, il y a 570 barrages routiers qui empêchent les paysans d'accéder à leurs terres, sans compter le mur (quand il sépare de sa terre le paysan qui est obligé de demander des autorisations).

L'UAWC mène de nombreuses campagnes (journée internationale de l'eau, journée internationale des femmes, campagne 2014 de cueillette des olives, ...) et participe à des conférences internationales. Ce syndicat travaille à Gaza et en Cisjordanie. Il organise également des visites de terrain pour sensibiliser les groupes internationaux sur la réalité du terrain. Il fournit une aide juridique aux agriculteurs qui en ont besoin.

L'UAWC effectue un travail topographique pour enregistrer les terres, fait du plaidoyer auprès de l'Autorité palestinienne afin de faire baisser les taxes qui pèsent sur les petits propriétaires. En Palestine, il existe 29 régimes de taxation agricoles. L'UAWC fait donc de la formation pour que les agriculteurs sachent de quel régime ils dépendent et qu'ils connaissent leurs droits.

## Jérusalem Est : la colonisation silencieuse de la ville arabe

Après une promenade sur l'esplanade des Mosquées (sous contrôle israélien), nous visitons la vieille ville pour mesurer dans les détails l'état d'avancement de la colonisation de Jérusalem Est avec Daoud Elgould, un responsable du Health Work Commitee.

Nous commençons par une visite du Nidal Center, centre communautaire qui a été créé en 1999 et travaille sur les questions de santé et de développement communautaire avec les familles palestiniennes du quartier. Ce centre a été fermé par les autorités israéliennes en 2009. Il n'avait plus le droit d'ouvrir sous peine de voir le directeur se faire arrêter. Les travaux de rénovation actuels terminés, les locaux seront néanmoins réouverts en espérant qu'ils ne soient pas obligés de fermer de nouveau.

Accompagnés par Daoud, nous effectuons une promenade dans la vieille ville qui nous permet de constater les effets d'une

colonisation méthodique, maison par maison, de la ville arabe. Il n'y a plus d'unité spatiale, mais une mosaïque. De nombreuses maisons dans Jérusalem sont occupées par de jeunes « miliciens » armés, qui se relaient. Ils travaillent souvent pour des sociétés privées de sécurité. L'idée s'est d'installer une forme de pression, d'hostilité quotidienne qui rend la vie des gens tendue, invivable, afin de faire partir les familles. La colonisation est silencieuse : nous visitons des lotissements dans lesquels certains appartements sont occupés, traversons une école religieuse juive construite, sur les toits, en plein cœur du quartier musulman de la vieille ville, ...

Les Palestiniens subissent également de nombreuses coupures d'eau et ont de grandes difficultés pour obtenir des permis de construire. Les Israéliens tentent de créer des divisions chez les Palestiniens, par exemple en proposant aux Palestiniens chrétiens d'intégrer l'armée israélienne.



## Jérusalem Ouest : rencontres avec des militants israéliens de la paix et des Droits de l'Homme

### *ALTERNATIVE INFORMATION CENTER (AIC)*

Nous allons à l'Ouest de Jérusalem, chez Michel Warschawski, président du Centre d'Information Alternative (AIC), journaliste et militant pacifiste de gauche israélien, qui nous livre son témoignage.

Il nous parle de la dépolitisation des jeunes Palestiniens, due à la crise des partis politiques et aussi aux effets du libéralisme qui renforcent l'individualisme. Il pense que la question de la perspective de la création de deux Etats ou bien d'un seul Etat binational, n'est pas pertinente. En fait, la solution d'un Etat binational est une forme d'intériorisation de la défaite. La vraie question pour lui est : « la situation est-elle irréversible ? ».

Il est sceptique par rapport à la résistance populaire. Trop modeste, trop dispersée, très loin d'une possible 3e intifada. D'ailleurs pour lui, la 2e intifada n'était même pas un soulèvement populaire, mais une réaction contre la tentative de reconquête par Israël des maigres acquis d'Oslo.

Depuis le Printemps arabe Israël craint de ne plus peser assez sur la situation du Moyen-Orient (depuis le Printemps arabe) et d'être lâché par les USA qui lui donnent chaque année l'équivalent de 3,5 milliards de dollars. En effet, les Etats-Unis finiront au minimum par recadrer Israël car sa politique se répercute sur la mauvaise image des Etats-Unis dans le monde arabe.

Les Palestiniens en ont assez des « plans de paix » comme le Plan Kerry qui était inacceptable. Les Palestiniens devraient s'allier à d'autres luttes. Israël par contre a une politique plus globale et se rapproche notamment de l'Arabie Saoudite.

Le BDS est une bonne initiative, mais qu'il doit être large et inclusif : chacun doit pouvoir le faire à sa façon, à sa vitesse. Netanyahu a dit : « Israël est isolé car tout le monde est antisémite, donc maintenant Israël doit boycotter ceux qui nous boycottent ». Economiquement, le BDS va mettre du temps à avoir d'importantes répercussions économiques, même s'il a déjà fait sauter des marchés. Le plus important est le « S », à savoir la question des sanctions. La peur du risque économique global existe vraiment en Israël.

Il y a eu un grand virage à droite comme partout en Europe. Cette droite agit dans l'urgence, est très active, manifeste. A court terme en Israël, tout va plutôt bien (tout le monde est en sécurité, il n'y a plus eu d'attentats depuis longtemps, ...). La crise économique commence mais pour l'instant la croissance demeure et il y a presque le plein emploi. Israël est très présent économiquement sur la scène internationale. >>>



>>> Il y a un racismisme croissant et décomplexé (ratonnades, racisme verbal, public, on snobe les députés arabes, ...).

Notre délégation est reçue par Jessica Montell, directrice exécutive, qui nous présente le travail que mène B'TSELEM. Cette ONG est un centre israélien d'information sur la situation des droits de l'homme dans les Territoires occupés, créée en février 1989. Elle a pour mission de documenter et de sensibiliser le grand public israélien et les responsables politiques sur la question des violations des droits de l'homme dans les territoires occupés et de combattre le phénomène de déni qui existe autour de cette question au sein de la société israélienne.

B'TSELEM fait beaucoup appel aux réseaux sociaux (You Tube, Facebook) dans son travail et donne du matériel pour filmer aux Palestiniens situés dans des zones

A la création d'Israël il y a eu ce genre de discours, mais après il a fallu soigner l'image de marque du pays, lui donner l'air démocratique. Aujourd'hui les discours se décomplexent de nouveau.

Michel Warschawski (à gauche) croit beaucoup en les nouvelles générations. Le Mouvement des indignés par exemple a rassemblé 400 000 personnes en Israël dans les rues pour demander plus de services sociaux. De plus, contrairement à ce que l'on pense, 70 % des filles et 35% des garçons ne font pas leur service militaire. Il y a également un petit mouvement appelé la « Lettre des terminales » : environ 150 jeunes par an écrivent au gouvernement pour dire qu'ils ne veulent pas aller faire leur service dans les territoires occupés. Le gouvernement les rencontre, certainement pour les convaincre, mais si les jeunes persistent, on ne le leur impose pas. Avant il y avait des réservistes jusqu'à 52 ans. Aujourd'hui, le service militaire a tendance à diminuer, ce qui est plutôt bon signe.

## *B'TSELEM - JERUSALEM*

sensibles, afin de recueillir des preuves de violations qui seront utiles en temps voulu, dans le cadre de procès potentiels (B'TSELEM fourni également une aide juridique aux victimes).

La question de la temporalité, de la menace imminente, est utilisée par Israël pour justifier qu'il est toujours une démocratie même s'il maintient des millions de Palestiniens sous occupation. Les Israéliens ne s'intéressent pas à la réalité de l'occupation sur place. B'TSELEM parvient toutefois à trouver de l'écho dans les médias traditionnels, même si c'est un travail de tous les jours.

50% des bailleurs de B'TSELEM sont les Etats européens et les organisations internationales.

## *FIN DE LA MISSION DU REF EN PALESTINE : LE DERNIER DINER A JERUSALEM*

Nous prenons notre dernier repas avec Obay Odeh, qui a souhaité nous faire rencontrer quelques amis dont l'ex-prisonnier franco-palestinien Salah Hamouri. Salah a été accusé d'avoir eu l'intention d'assassiner un rabbin, dirigeant d'un parti politique intégriste. Civil, il a été jugé par un tribunal militaire, ce qui est illégal. Ce dernier, ne pouvant apporter la moindre preuve, ni le moindre témoignage contre lui malgré la quinzaine de renvois de son procès, a imposé un odieux chantage : accepter de plaider coupable et avoir une peine de 7 ans ou être condamné à 14 ans de détention. Salah n'a jamais reconnu les accusations portées contre lui, son avocate a accepté le marché pour lui épargner une

peine très lourde. Il a été libéré un peu avant la fin de sa peine dans le cadre des négociations pour la libération du soldat franco-israélien Gilad Shalit retenu à Gaza par le Hamas.

Salah nous a parlé de ses conditions de détention, ainsi que celles des autres prisonniers. Il a dit combien était important pour les détenus de recevoir des courriers de soutien du monde entier. Il milite aujourd'hui activement afin de soutenir les prisonniers palestiniens placés en détention administrative, qui est une procédure qui permet à l'armée israélienne de détenir une personne pour une période de six mois, renouvelable, sans inculpation ni procès .

## *AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT (AFD) - JERUSALEM*

A la fin de notre mission en Palestine, nous avons été reçus par Bruno Juet, le directeur du bureau de l'AFD à Jérusalem, qui nous a présenté les objectifs de l'intervention de l'AFD dans les territoires palestiniens à savoir :

- renforcer le cadre institutionnel pour favoriser un développement pérenne et faciliter la mise en place d'un futur Etat palestinien,
- préserver la cohésion et la paix sociale.

Nous échangeons autour du souhait du REF de soutenir certains de ses partenaires palestiniens et notamment les acteurs travaillant sur les enjeux éducatifs et sur la question de l'accès à l'eau dans la Vallée du Jourdain. Il nous confirme que l'eau et l'assainissement sont un des trois secteurs d'intervention prioritaire de l'AFD en Palestine.

A photograph of a grey concrete wall with several circular holes. A yellow door is set into the wall, slightly ajar, revealing a glimpse of the outdoors. The wall is part of a larger structure, possibly a border wall or a secure perimeter. The ground in front is dark asphalt with a concrete curb.

Le Réseau Euromed France (REF) est une plateforme qui rassemble des organisations de la société civile française engagées en région euro-méditerranéenne.

Le REF a pour objectif de soutenir le renforcement de la société civile en France ainsi que le développement des échanges et la coopération entre des acteurs des sociétés civiles de la région euro-méditerranéenne, fondés sur les valeurs de la démocratie, de la paix, de l'Etat de droit et des droits humains universels.

À cet effet, le REF oeuvre pour :

- faciliter la constitution entre ses membres de réseaux de réflexion et d'action sur les problématiques euro-méditerranéennes et accompagner ceux-ci dans leurs initiatives, notamment auprès des pouvoirs publics et des institutions européennes ;
- favoriser le décloisonnement et la mise en synergie des diverses initiatives euromed de la société civile, à travers la mobilisation des acteurs non gouvernementaux français et autres alliés potentiels dans le cadre d'initiatives conjointes et de partenariats.